












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES







**Marché Audit et potentiels EnR solaire, multi Enr ,
géothermie et bois)**

Grand Besançon Métropole
4 rue Gabriel Plançon
25043 BESANCON
Tél : 03 81 87 88 89

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	Marché Audit et potentiels EnR (solaire, multi Enr , géothermie et bois)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	6
	Tranches optionnelles	Lot 1 et 2 uniquement
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Par marché subséquent
	Variation des prix	Par marché subséquent
	Avance	Par marché subséquent

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	Par marché subséquent
	Fréquence d'attribution des MS	A la survenance du besoin
	Critères d'attribution des MS	Spécifiques aux marchés subséquents
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché subséquent
	Pénalités de retard	Prévues dans le marché subséquent
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 – Bons de commande	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Protection des données à caractère personnel.....	7
6 - Missions.....	7
7 - Durée et délais d'exécution	7
7.1 - Durée du contrat	7
7.2 - Reconduction	7
7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	7
8 - Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
8.2 - Modalités de variation des prix	8
9 - Garanties Financières	8
10 - Avance.....	8
11 - Modalités de règlement des comptes	8
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
11.3 - Délai global de paiement	8
11.4 - Paiement des cotraitants	8
11.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
12.1 - Présentation des livrables	9
12.2 - Modifications techniques.....	9
13 - Développement durable.....	9
14 - Constatation de l'exécution des prestations	9
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
16 - Pénalités.....	9
16.1 - Pénalités de retard.....	9
16.2 - Autres pénalités spécifiques	10
17 - Assurances.....	10
18 - Clause de réexamen	10
19 - Résiliation du contrat.....	10
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
19.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	10
19.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
20 - Règlement des litiges et langues.....	11
21 - Dérogations.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Marché Audit et potentiels EnR (solaire, multi EnR géothermie et bois)

Réalisation d'études d'opportunité, de faisabilité
Réalisation d'audits énergétiques

Développement durable Il est intégré au présent marché/accord cadre, des éléments de développement durable, de type environnemental et/ou social :

- Clause d'exécution :

Utilisation de véhicules lors d'opérations de déplacements :

Le pouvoir adjudicateur sera attentif à l'optimisation des déplacements et souhaite que le titulaire utilise les modes de transports les moins polluants.

Ainsi, pour se déplacer, le parc de véhicules servant à l'exécution des prestations comprendra de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), aux énergies hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du présent marché.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Lieu(x) d'exécution :
Communes de Grand Besançon Métropole
25000 Besançon

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Etudes solaire photovoltaïques
02	Etudes solaires thermiques
03	Etudes d 'opportunité multi EnR à l 'échelle d 'un ou plusieurs bâtiments
04	Etudes de faisabilité Bois Energie
05	Etudes de faisabilité pompe à chaleur géothermiques sur aquifère superficiel ou sur champs de sonde
06	Audits énergétiques

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques (au maximum 3 par lots sous réserve d'un nombre suffisant d'offres)

Concernant les lots 1 et 2 tranche ferme/optionnelle : le titulaire retenu pour la tranche ferme sera tacitement retenu pour la tranche optionnelle si le pouvoir adjudicateur décide d'activer la tranche optionnelle.

Il est donc obligatoire de définir un prix pour les deux tranches à chaque nouveau lancement de marché subséquent pour le LOT 1 et 2.

Des qualifications /certifications obligatoires du candidat (RGE études OPQBI ou équivalent : Pour certains lots, les candidats n'ayant pas la qualification et/ou certification précisée dans le CCTP ne seront pas retenus pour le marché subséquent concerné

Rappel Des qualifications /certifications obligatoires du candidat :

LOT N°	Qualification/certification obligatoire du titulaire
Lot n° 2 Etudes Solaire thermique	RGE études (OPQBI 20.10, 20.14) ou équivalent
Lot n°3 Etude d'opportunité multi-EnR&R À l'Échelle d'un ou de plusieurs bâtiments	Le titulaire devra posséder a minima deux qualifications OPQBI parmi; <ul style="list-style-type: none">• 1007 -Etude des ressources géothermiques• 1905 - Audit énergétique des bâtiments (tertiaires et/ou habitations collectives)• 2010 - Etude d'installation utilisant l'énergie solaire thermique• 2012 - AMO réalisation des installations de production utilisant l'énergie biomasse,• 2013 – Ingénierie des installations de production utilisant l'énergie géothermique• 2014 – Ingénierie pour les installations solaire thermique• 1319 - Etude de réseaux de transport de chaleur et de froid
Lot n°4 Etude de faisabilité Bois énergie	RGE études (OPQBI 20.08, 20.12) ou équivalent
Lot n°5 Etude de faisabilité Pompe(s) à chaleur géothermique(s) sur aquifère superficiel ou sur champ de sondes	RGE études (OPQBI 20.13, 10.07) ou équivalent
Lot n°6 Audit énergétique	Justifier d'une certification à la réalisation d'audits énergétiques comme la qualification OPQBI 1905 Audit énergétique des bâtiments (tertiaires et/ou habitations collectives) ou équivalent.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

La forme des marchés sera définie par chaque marché subséquent.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires du (des) lot(s) correspondant à l'objet du marché subséquent. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les dits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

Les offres des marchés subséquents seront à déposer par voie électronique sur la plateforme www.marchés-securisés.fr

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

Le dossier de consultation de chaque marché subséquent sera composé :

- D'une lettre de consultation précisant notamment l'objet du marché, les critères de jugements des offres, la date limite de réception des offres
- D'un acte d'engagement valant CCP qui sera à compléter, dater et signer par chaque titulaire
- D'un bordereau des prix valant détail quantitatif.
- D'une fiche de synthèse : produite par les CEP, cette fiche présentera le / les bâtiments concernés avec toutes les informations essentielles pour réaliser l'offre. Le candidat pourra éventuellement contacter le pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 jours ouvrés après la mise en ligne du marché subséquent.

Déroulement de la prestation /marché subséquent :

- Après étude des offres et attribution du marché subséquent au prestataire :
 - 1) Envoi du bon de commande / Notification du marché
 - 2) Prise en compte de la commande par le prestataire, recueil des données auprès de la collectivité et du maître d'ouvrage / prise de contact avec les CEP et la commune afin d'organiser la visite
 - 3) Réunion de lancement de l'étude avec visite du site
 - 4) Validation des rendus et des scénarii avec les CEP

NB : Cette étape englobe l'analyse et la vérification de la qualité des livrables, comprenant des éléments tels que graphiques, calculs, données, la syntaxe, l'orthographe ou tout autre élément livrable défini dans le contexte du projet. Les Conseillers en Energie Partagée (CEP) ou les autres parties prenantes examinent ces éléments afin de garantir leur conformité aux exigences spécifiées et aux attentes du projet.

- 5) Réunion finale / restitution de l'étude à la commune ou entreprise avec possibilité d'ajustements en fonction des remarques et/ou demandes émanant de la commune, des CEP.

La pondération des critères prix et délai d'exécution est définie à chaque lettre de consultation des marchés subséquents. L'offre retenue sera l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères ci-dessous :

- Prix des prestations : apprécié au regard du montant du détail quantitatif estimatif (critère pondéré entre 30 et 70 %)

- Délai (critère pondéré entre 30 % et 70 %)

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix
- Le cadre de mémoire complété par le candidat
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes

3 – Bons de commande

Les marchés subséquents s'exécutent par l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions figurant sur les bons de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- Le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser.
- Le lieu de livraison des prestations

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Missions

Les missions exactes seront précisées dans chaque marché subséquent.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

7.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant la fin de la période considérée, l'accord-cadre pourra être reconduit par anticipation pour une nouvelle période de un an. Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de la date à laquelle l'accord-cadre sera reconduit.

7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

La durée du marché court à compter de sa date de notification (sans toutefois dépasser le délai maximum précisé dans les CCTP et se termine au moment de la réunion finale / restitution de l'étude à la commune ou entreprise.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par chaque marché subséquent.

Toutefois, ces prix pourront être modifiés lors de chaque remise en concurrence.

8.2 - Modalités de variation des prix

Les modalités de variation des prix seront définies par chaque marché subséquent.

9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 24250036100017
- Code service : 20600
- Numéro d'engagement juridique : 2025-20600-Numéro de commande

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

12.1 - Présentation des livrables

Afin de limiter l'empreinte numérique et les déplacements induits par les prestations, les réunions à distance par visioconférence seront à privilégier.

Concernant la production de livrables ne pouvant être dématérialisés, le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation de papier recyclé ou labellisé (écolabel européen, Cygne blanc, Ange bleu, PEFC ou autre...), les impressions en noir et blanc avec des encres végétales seront privilégiées.

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Le rapport type demandé sera rédigé sans faute d'orthographe de manière structurée et compréhensible et devra répondre aux attentes précisées dans la lettre de consultation

Le titulaire devra remettre 2 exemplaire(s) de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

12.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

13 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

Les conditions de vérification ainsi que les décisions faisant suite à ces vérifications seront définies par chaque marché subséquent.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle seront définis par chaque marché subséquent.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard	Journalière	5,00 %	Le délai annoncé par le titulaire (dans la limite autorisée définie sur chaque CCTP des marchés subséquents) est laissé libre. Ce délai débute à la date de notification du marché au titulaire et se termine à la remise du rapport final. Au-delà de ce délai, une pénalité de 5% du prix total du marché sera déduite par jour de retard.
Pénalités relecture /correction	Forfaitaire	50,00 €	S le rapport produit par le titulaire comporte un non-respect des règles d'orthographe, de syntaxe et/ou des incohérences importants au niveau des données techniques et conceptuelles, les CEP pourront alors procéder à un renvoi de type " CORRECTIF"(qui sera indiqué clairement lors des échanges avec le prestataire). A partir du troisième renvoi de type "Correctif" de la part de CEP, une pénalité de 50 € HT sera appliquée à chaque nouveau renvoi

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution des prestations pourra être définie par chaque marché subséquent.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- Les articles 19.1 et 19.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles